

Faut-il s'inquiéter du nouvel appel à candidatures de la plateforme renfort-RH ?

Publié le 21/10/20 - 18h14

En attendant un plan pour rendre plus attractif les métiers du grand âge, le ministère des Solidarités et de la Santé pare au plus pressé pour pallier le manque de personnel, tout particulièrement dans les établissements médico-sociaux. La plateforme nationale renfort-RH créée par la crise sanitaire cherche toujours des professionnels.

Un communiqué daté du 12 octobre prévient les médias que l'État appelle tous les professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux volontaires à s'enregistrer sur la plateforme renfort-RH (lire notre [article](#)). Le dispositif lancé lors de la première vague de la crise sanitaire est de nouveau réactivé. Pourquoi ? *"Alors que la situation épidémique se détériore dans certains territoires en France, il convient de préparer notre pays à faire face aux tensions qui peuvent en découler"*, explique le ministère des Solidarités et de la Santé. Au regard de la liste des personnes concernées, les besoins apparaissent plutôt diversifiés et ne se limitent pas aux soignants. *"Médecins, infirmiers, pharmaciens, masseurs-kinésithérapeutes, diététiciens, aides-soignants, sages-femmes, psychologues, auxiliaires de vie, agents des services, agents d'entretien qualifiés, cuisiniers, salariés, libéraux, retraités, étudiants..."* sont concernés. Petit impératif dans cette recherche de professionnels *"cette plateforme doit être utilisée uniquement pour des besoins liés à la maladie Covid-19"*. Qu'en pensent les représentants des directeurs d'Ehpad et autres acteurs du secteur ? La problématique des effectifs y est en effet particulièrement sensible. Avant la crise, un plan métier pour développer l'attractivité des métiers du grand âge était attendu. La crise sanitaire l'a mis en suspens tout comme la future loi Autonomie.

Globale satisfaction

Globalement les personnes interrogées par *Hospimedia* saluent le dispositif. Quant à savoir si les responsables d'établissement ont recours à la plateforme et dans quelle proportion ? Pour l'instant aucun chiffre ne circule. Seules les échos des mécontents semblent parvenir aux oreilles des fédérations de directeurs d'Ehpad. Les établissements satisfaits du service restent discrets. Par ailleurs, la récente campagne média pourrait laisser penser que le dispositif a besoin d'être boosté. Il semblerait que les fédérations aient été sollicitées dans ce sens. *"Depuis plusieurs mois, le ministère des Solidarités et de la Santé appelle les fédérations à promouvoir auprès de leurs adhérents la plateforme. Nous ne sommes pas forcément la bonne cible. Il faudrait que le Gouvernement lance une grande campagne d'appel à recrutement avec spots télévisés..."*, suggère Annabelle Vêques, directrice de la Fnadepa. Elle constate aussi que les professionnels du secteur ressortent de la première vague Covid-19 désabusés et que le confinement des Ehpad a placé les établissements particulièrement sous tension. Ces derniers qui connaissaient déjà des difficultés pour recruter avant la crise ont vu leurs problèmes exacerbés. Selon elle, *"le modèle politique actuel a atteint ses limites"* et elle pense que le Laroque de l'autonomie ne doit plus être retardé.

Des initiatives renfort Covid

Éric Fregona, directeur adjoint de l'AD-PA considère de son côté que la plateforme renfort-RH n'est pas la seule initiative du ministère pour essayer de pallier les manques de personnel en Ehpad. Dans son intervention au congrès des âges et du vieillissement, la ministre déléguée à l'Autonomie Brigitte Bourguignon s'est engagée à ce

que les surcoûts de recrutement de personnel liés à la crise sanitaire soient "*intégralement couverts par la solidarité nationale encore pour les mois à venir*" (lire aussi notre [article](#)). D'après le représentant de l'AD-PA, c'est une opportunité pour les structures qui vous pouvoir embaucher des professionnels non soignants comme des animateurs, des psychologues. Pour lui, le plus grand bémol de la plateforme vient du fait que les structures du domicile ne peuvent bénéficier des renforts proposés.

À cela s'ajouterait le fait que la problématique des effectifs médico-sociaux et des renforts ne se pose pas forcément de la même façon en fonction des régions et des départements. C'est pourquoi la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) encourage les initiatives locales. Des accords ont ainsi pu être passés entre des établissements et des pôles emploi, rappelle [Clémence Lacour, responsable des relations institutionnelles à la Fnaqpa](#). Reste que si elle considère qu'il est opportun de mettre en relation l'offre et la demande, pour autant le secteur a besoin de personnes motivées et formées. Elle souligne que ces dernières années les écoles de formation d'aides-soignants se sont peu à peu vidées de leurs étudiants. Il est donc important, d'après elle, que le Gouvernement s'interroge sur l'attractivité du secteur. Elle dénonce aussi les revalorisations Covid ou prime grand âge sectorielles qui laissent de côté certains professionnels. "*L'aide à domicile qui est le secteur le plus sinistré n'a reçu qu'une prime Covid partielle*", lâche-t-elle. Si la crise a mis en exergue les difficultés de recrutement, le problème est globalement plus profond et aussi, selon elle, lié à l'évolution des organisations. Elle remarque que "*de plus en plus de jeunes soignants d'Ehpad préfèrent travailler en contrat à durée déterminée dans une sorte de fonctionnement mercenaire inadapté aux besoins des résidents d'Ehpad*". Ces derniers souffrent parfois du turn-over des professionnels préférant que ce soit toujours la même personne qui les accompagne au quotidien.

Quel avenir ?

Interrogé par *Hospimedia*, le Synerpa a répondu par écrit. La fédération porte plusieurs interrogations. Elle se demande comment va pouvoir fonctionner la plateforme RH gouvernementale ? Elle rappelle que dans un premier temps elle a principalement recruté des volontaires du secteur sanitaire non mobilisés par la crise et dont les interventions avaient été suspendues. Aujourd'hui, cette manne n'est plus autant mobilisable. Il reste les retraités ou les soignants reconvertis... À cela s'ajoute qu'un certain nombre de salariés peuvent être testés positifs Covid-19 ou être cas contact en cascade renforçant pour autant le manque de personnel. En réponse, le Synerpa suggère de "*prioriser les tests de dépistage pour l'ensemble des salariés afin d'éviter une éviction trop longue d'une personne qui serait finalement Covid négatif*". Le Synerpa suggère aussi de pérenniser la réserve sanitaire.

[#COVID19](#) | Le virus circule toujours & les besoins en renforts humains sont importants

Vous êtes un pro. de santé et souhaitez proposer votre aide ?

Inscrivez-vous sur <https://t.co/B3Le9QFnyo>

Vous serez directement contacté par un établissement ou l'ARS de région

— Ministère des Solidarités et de la Santé (@MinSoliSante) [October 12, 2020](#)

Lydie Watremetz